

INTRODUCTION

L'APPROCHE LOCALE DU DEVELOPPEMENT

Aujourd'hui encore, les analyses les plus nombreuses qui s'intéressent à la question du développement sont d'obédience macro-économique et se focalisent sur des facteurs comme la dépendance internationale, le rôle de l'État, la « démographie galopante », etc. Qu'elles soient d'inspiration néo-classique, marxiste ou institutionnaliste, les grandes théories proposent donc une vision très large de l'évolution des sociétés. La *crise du développement*, dont on peut dater l'apparition dans le début des années 1980, met pourtant en cause ces grandes théories du développement et les résultats auxquels leurs recommandations ont abouti (Azoulay, 2002). En effet, les politiques d'ajustement structurel n'ont pas donné les résultats escomptés en matière de progrès économique dans les pays du Sud.

Parallèlement, durant cette même décennie 1980, des voix ont commencé à se faire entendre pour promouvoir le développement local. Peut-être faut-il y voir la prise en considération de l'échec d'un modèle de développement international après la crise mondiale consécutive au choc pétrolier de la décennie 1970 ? Toujours est-il qu'une partie de la réflexion s'oriente vers le rôle essentiel que pourrait jouer le niveau local dans le processus de développement. Mais les différences de paradigme entre le développement *par le haut* et le développement *par le bas* dépassent largement la simple focale d'observation géographique et débouchent sur de nouveaux concepts (Lacour et Puissant, 1995). Dans l'approche locale, l'accent est mis sur l'articulation entre un territoire et un processus d'innovation. Les facteurs culturels, historiques, sociaux et politiques expliquent alors les potentialités de certains milieux à adopter des innovations et à se développer tandis que d'autres ne feront que se marginaliser et se paupériser.

Dans ce schéma, le territoire et le processus d'innovation sont en relation directe car à un territoire correspond, par définition, son appropriation par un groupe social. Conscient de cet acte d'appropriation, le groupe social en question aménage ce territoire, le gère et en fait un « espace d'identité » (Mérenne-Schoumaker, 2002, p.13). Les caractéristiques organisationnelles de la communauté sont alors prépondérantes dans le devenir du territoire, comme le soulignent Angeon et Callois (2005, p.19) : « Les travaux sur le développement local identifient les dynamiques sociales comme vecteurs d'évolution des territoires. Le constat établi est que la qualité des partenaires locaux conditionne la capacité des agents à s'entendre et à s'organiser – bref, à se coordonner – pour atteindre des objectifs de long terme. On souligne ainsi le poids des expériences d'apprentissage collectif et de coopération dans le développement des territoires ».

D'un point de vue méthodologique, ce nouveau paradigme en rejoint d'autres, en économie et en démographie. La nouvelle économie du développement, inspirée par les approches institutionnalistes, relâche deux hypothèses fortes de la théorie néo-classique standard. Primo, en lieu et place de maximiser le revenu, les individus les plus pauvres se contentent de minimiser les risques. Secundo, l'unité de décision économique dans les pays du Sud est plus souvent une unité collective (ménage, famille) qu'un individu isolé. Il faut donc prendre en compte les interactions entre les individus (Gastellu et Dubois, 1997). En démographie, la multiplication des études internationales n'aboutit pas au rejet du modèle de la transition démographique dans ses grands principes, mais en revanche ses modalités recensées sont tellement nombreuses qu'on en vient à douter de la validité des prédictions dès qu'on s'intéresse à une échelle plus fine que celle de la nation (Vimard, 1997).

Le point commun de ces trois paradigmes est que leur approche se situe dans une perspective micro, locale et met en avant le jeu des acteurs, les logiques familiales et communautaires, le système des droits, obligations, prohibitions et anticipations les uns envers les autres, les modes de l'échange (argent, marchandise, entraide), le système de règles, normes et coutumes imbriquées ou juxtaposées, qui conditionnent la dynamique de la société locale. Cette dynamique est d'autant plus complexe qu'elle doit répondre à des exigences de flexibilité pour faire face aux aléas, au risque, à l'incertitude mais aussi à des exigences de rigidité pour en garantir la pérennité. C'est

cette dialectique qui explique les possibilités d'évolution ou au contraire de blocage d'une société.

Dans cette perspective et selon cette grille de lecture, il est proposé dans le présent ouvrage d'aborder la question du développement local et de sa durabilité dans une commune rurale des Hautes Terres malgaches. La situation de dénuement qui y règne et l'insatisfaction quant à leur condition (morbidité, mortalité, nutrition) font que les habitants souhaitent une amélioration de leur statut économique. Mais peu d'initiatives sont prises en ce sens ou tout au moins peu d'initiatives efficaces eu égard à l'objectif assigné. Comment expliquer cet état de fait ? La question essentielle est alors de comprendre la dynamique possible du changement, de l'innovation, sociale ou technique, et *a contrario* d'en inventorier les inerties et les freins. C'est ce fil conducteur qui fera le lien entre les différents chapitres.

UNE RECHERCHE DE TERRAIN SUR LE DEVELOPPEMENT : LE PROGRAMME 4D

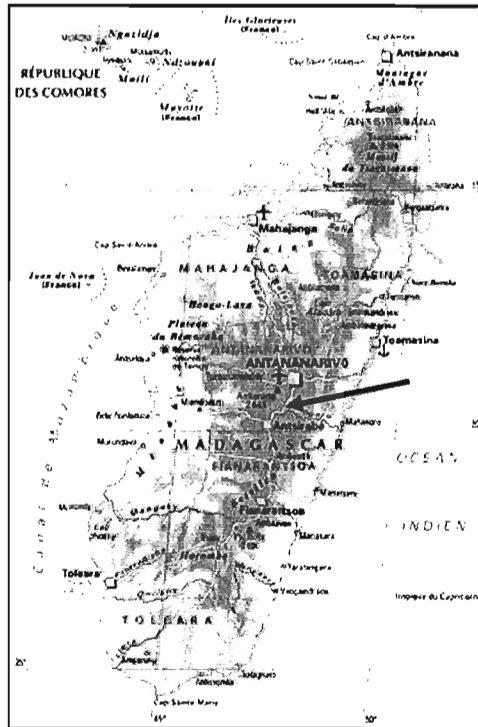
De 2003 à 2006, le programme de recherche 4D « Dynamique démographique et développement durable » a été mené à Madagascar par un collectif de chercheurs membres de plusieurs institutions partenaires : Institut Catholique de Madagascar, Institut National de la Statistique de Madagascar, PACT Madagascar, Ministère de la Population malgache, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques d'Antananarivo, Université Paris-V (Laboratoire Popinter), Université Paris-X (Laboratoire Forum puis EconomiX), Institut de Recherche pour le Développement (Laboratoire Population Environnement Développement, UMR 151 IRD/Université de Provence). Le programme 4D, dirigé par Jeannot Ramiamanana et Frédéric Sandron, a été financé par le Ministère français de la Recherche (ACI TTT P 01 02), le Ministère français des Affaires Etrangères (Pripode/CICRED MG2) et l'Institut de Recherche pour le Développement (Budget annualisé de l'UMR 151).

L'objectif du programme de recherche 4D est de comprendre les interactions entre les stratégies économiques (formation du revenu, pluriactivité), les comportements démographiques (fécondité, migration, nuptialité) et les stratégies de gestion des ressources naturelles. L'originalité de l'approche est d'intégrer ces variables à un

INTRODUCTION

niveau très fin, en travaillant dans une zone rurale des Hautes Terres malgaches, plus précisément neuf villages de la commune rurale d'Ampitatafika, située à une centaine de kilomètres au sud de la capitale Antananarivo et à soixante-dix kilomètres au nord de la ville d'Antsirabe (figure 1). Ces neuf villages forment un territoire peuplé de 7820 personnes (figure 2).

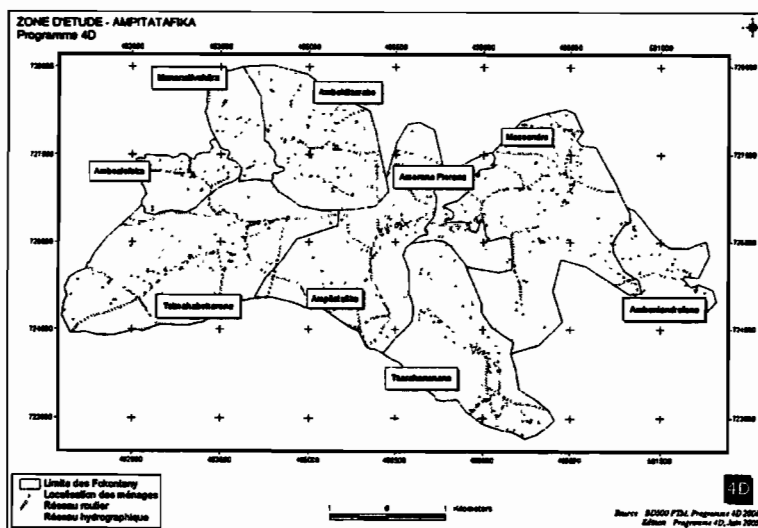
FIGURE 1 : SITUATION DE LA ZONE D'ETUDE



Dans cette commune, le système économique dominant est celui de l'agriculture de subsistance. Il s'agit d'une économie que l'on pourrait qualifier de survie, faiblement monétarisée, mais qui commence à s'insérer peu à peu dans un processus d'échanges marchands débouchant sur des stratégies de pluriactivité. Pour les aspects démographiques, l'indice synthétique de fécondité y est supérieur à six enfants par femme et l'émigration, saisonnière ou de longue durée, constitue une opportunité pour les plus pauvres de constituer un

revenu pour le ménage. Enfin, du point de vue environnemental, la commune connaît quelques problèmes (gestion de l'eau mal adaptée, faible couvert forestier, mise en valeur insuffisante des versants, etc.) et elle est confrontée à une forte exigüité des terres cultivées ainsi qu'à une saturation de l'espace agricole.

FIGURE 2 : LOCALISATION DES NEUF FOKONTANY DE LA ZONE D'ETUDE



En croisant les thématiques économiques, démographiques et environnementales, l'objectif du programme 4D est de faire sortir les disciplines de leurs ghettos respectifs sur la base d'une méthodologie tenant compte à la fois de l'interdisciplinarité, des échelles d'occurrence des phénomènes et de l'espace.

L'Enquête Référence du programme 4D est la première étape d'un dispositif de recherche qui regroupe des enquêtes quantitatives, des entretiens et une phase de modélisation. L'Enquête Référence combine à la fois une exhaustivité des ménages enquêtés (1621) et un recueil de l'information dans un grand nombre de domaines. Elle a été conçue à la fois comme génératrice de résultats mais aussi comme base de sondage et d'hypothèses pour des études plus détaillées. Par exemple, on peut choisir de s'intéresser plus précisément à la sous-population des « migrants » ou des ménages « soumis aux problèmes

INTRODUCTION

d'inondation », et sélectionner un échantillon à interroger dans la base de données de l'Enquête Référence.

Au cours de l'Enquête Référence en septembre et octobre 2003, les chefs de ménage ont été interrogés sur :

- la composition de leur ménage : qualité de tous les membres (âge, sexe, niveau d'études, lieu de naissance, activités économiques) ;
- leurs activités et pratiques agricoles (superficie des terres exploitées, types de cultures, connaissance et pratique de certaines techniques agricoles, élevage, commercialisation des productions agricoles) ;
- le partage des activités domestiques et agricoles entre les membres du ménage ;
- leur perception de l'environnement ;
- leurs conditions de vie (caractéristiques du logement, revenu, crédit, perception de la pauvreté) ;
- leurs réseaux sociaux ;
- leur mobilité et migration, les migrations de leurs enfants, de leurs frères et soeurs ;
- la taille de leur descendance, leur connaissance et pratique de la planification familiale.

Toutes les femmes de 15-49 ans ont été interrogées sur :

- leur histoire matrimoniale ;
- leur histoire génésique ;
- leur connaissance et pratique de la contraception.

La conception de l'interdisciplinarité dans le programme est celle qui s'opère au sein d'une équipe. Tout en participant à des échanges de vues entre disciplines, chacun a été encouragé à s'investir dans une recherche personnelle ciblée et pointue. C'est pourquoi plusieurs séries d'entretiens ont utilement permis d'approfondir les connaissances acquises grâce à l'Enquête Référence. Ces entretiens ont concerné entre 20 et 75 ménages et ont été menés en langue malgache. Ces entretiens enregistrés ont été retranscrits en malgache puis éventuellement traduits en français. Ils ont abordé les thématiques suivantes :

- Entrée en union et fécondité chez les jeunes couples
- Travail et salariat
- Attitude et opinion vis-à-vis de la ressource forestière
- Perception de l'environnement
- Réseaux sociaux
- Gestion de l'eau
- Choix du conjoint
- Milieu associatif
- Innovation
- Projets de développement
- Perception des risques
- Migration
- Foncier et marchandisation des terres

Le traitement et l'apport des entretiens sont divers en fonction du type d'approche de chaque chercheur. Certains, dans une démarche qualitative de type anthropologique, ont privilégié l'utilisation de ces entretiens comme leur matériau de recherche principal, d'autres se sont appuyés sur des données statistiques et ont utilisé leurs entretiens en guise d'illustrations. Toujours est-il que pour tous, ces entretiens ont permis de vérifier certaines hypothèses ou d'en poser de nouvelles quant aux processus en jeu dans les phénomènes étudiés.

Une troisième opération dans le dispositif méthodologique du programme 4D a consisté à spatialiser l'information. Dès l'origine du programme, à partir de documents cartographiques existants mais aussi en faisant nos propres relevés de terrain, les positions des logements des ménages et des points saillants (marchés, églises, écoles, etc.) ont été relevés par GPS, ce qui a permis de spatialiser les données recueillies, notamment celles de l'Enquête Référence.

C'est à partir de ces matériaux de recherche mais aussi grâce à une immersion prolongée sur le terrain, de l'ordre de trois mois en moyenne, que les différents contributeurs aux chapitres qui suivent ont conduit leur analyse, dont nous allons maintenant préciser la teneur.

PRESENTATION DE L'OUVRAGE ET DES CHAPITRES

Une **première partie** est consacrée aux changements et permanences des comportements démographiques. On le sait, les phénomènes démographiques s'inscrivent dans le temps long et comportent des inerties mais sont aussi porteurs de changements, décrits par la théorie générale de la discipline : la « transition démographique ». Dans sa composante explicative, cette dernière postule que les innovations potentielles dans le domaine démographique, et particulièrement en matière de nuptialité et de fécondité, s'inscrivent dans un contexte culturel et économique qui en permet l'adoption ou le rejet (Sandron et Gastineau, 2001). Les relations entre les comportements démographiques et économiques seront donc au centre des deux premiers chapitres.

Clotilde Binet (chapitre 1) part ainsi du constat que les stratégies d'alliance dans les pays du Sud sont le plus souvent liées à des préoccupations de conservation ou d'élargissement du patrimoine familial. Le mariage y dépasse l'intérêt individuel des conjoints pour concerner l'ensemble de leurs groupes familiaux respectifs. Dans ce contexte, un changement couramment observé lors de la transition démographique consiste en un relâchement du contrôle social du mariage dont la finalité même évolue. La société rurale étudiée est typiquement en cours de transformation dans la mesure où le choix du conjoint est de moins en moins lié aux intérêts familiaux au sens large et cela se traduit par une moindre immixtion de la famille dans le processus de décision face à ce choix. Une particularité importante et intéressante décrite ici est que ces changements dans le rôle du mariage et dans ses modes de contrôle sociaux n'aboutissent pas à une remise en cause d'une entrée précoce en union, comme cela est fréquemment le cas ailleurs.

Conséquemment, la fécondité reste très élevée bien qu'un frémissement de baisse semble voir le jour depuis le début des années 2000. Pour en comprendre les ressorts, Bénédicte Gastineau (chapitre 2) étudie les relations entre les motivations économiques et la fécondité des couples. En l'absence de tout système de prise en charge institutionnelle des risques, une famille nombreuse reste la meilleure garantie contre la maladie, la vieillesse ou la destruction des récoltes. L'idée selon laquelle l'enfant est une richesse guide encore les comportements de reproduction au moins jusqu'à récemment. Mais les jeunes couples, au cœur du changement en matière de fécondité,

expriment clairement leur souhait d'avoir une descendance restreinte et de miser sur la qualité des enfants afin de pouvoir les envoyer à l'école et espérer pour eux une ascension sociale. Les questions posées dans ce chapitre sont alors les suivantes : de quelle marge de manœuvre disposent les jeunes couples pour innover en termes de comportements de reproduction et pourront-ils s'affranchir de la pression sociale et familiale qui *a priori* est plutôt favorable à une forte fécondité ?

Dans une **deuxième partie**, la réflexion des auteurs est portée sur le changement dans les modes d'organisation de la production économique. Localement, le morcellement et l'exiguïté des parcelles ne permettent plus aux paysans de subvenir à leurs besoins et encore moins de trouver des débouchés monétaires sur le marché par la vente de leurs produits. Cette situation largement répandue dans le milieu rural malgache s'opère dans un contexte national d'urbanisation et d'exode rural et c'est la reconfiguration même du milieu rural qui est en jeu. Les deux chapitres qui suivent vont donc analyser les solutions à la fois institutionnelles et individuelles qui se dessinent pour lutter contre la paupérisation.

Jérôme Rakotovazaha (chapitre 3) s'interroge sur la pertinence de confier la mise en œuvre et le suivi des actions de développement à des associations ou des ONG. L'idée selon laquelle les ONG sont à la fois plus souples, souvent relativement plus efficaces, moins coûteuses et plus proches des populations sur le terrain, ont en effet conduit les autorités publiques et les organismes internationaux de développement à encourager la vie associative et à l'utiliser comme un relais essentiel dans l'implémentation des projets de développement. Mais à Madagascar, cette approche semble avoir rencontré une certaine réticence de la part de la population, surtout envers les associations à vocation économique. La problématique de ce chapitre est donc d'évaluer la couverture et le fonctionnement du mouvement associatif à Ampitafika, de comparer les profils et les comportements des adhérents et des non-adhérents et finalement d'analyser les réticences et donc les sources de blocage face aux associations et aux projets de développement.

N'attendant pas de miracles de la part des projets de développement, les individus et les ménages d'Ampitafika adaptent leurs modes de production pour faire face aux difficultés exprimées (chapitre 4). Pascaline Briet montre que, si les activités économiques

des ménages, quasiment toutes liées à l'agriculture, n'ont pas vraiment évolué pour la plus grande majorité depuis plusieurs décennies, le type d'organisation économique communautaire est, lui, en pleine mutation. Le système traditionnel d'entraide agricole est progressivement remplacé voire supplanté pour certaines catégories de paysans par le salariat agricole. Cette composante de l'organisation du travail est extrêmement cruciale car elle est devenue pour les plus pauvres leur première, sinon leur unique source de revenu. Pour d'autres, elle peut être considérée comme un revenu supplémentaire, indiquant alors l'émergence de stratégies de pluriactivité. Quel que soit le cas de figure, les mutations entraînées dans le domaine de l'organisation de la production économique ont des incidences sur les relations sociales et familiales qui seront explicitées dans ce chapitre.

Le lien social est précisément au centre de la **troisième partie**. A Madagascar, et en particulier dans les Hautes Terres malgaches, il est incarné par le *fihavanana* que l'on pourrait décrire brièvement par « culture de solidarité et d'entraide ». Le *fihavanana* est une valeur fortement mise en avant aussi bien par les individus eux-mêmes que par les observateurs de la société malgache qu'ils soient acteurs, décideurs ou chercheurs. Largement étudié et décrit par ailleurs par les anthropologues, le *fihavanana* malgache ne fait pas ici l'objet d'une description culturaliste ; l'angle d'observation choisi est celui des rapports entre, d'une part, le lien social et, d'autre part, les modes d'organisation économique et les comportements face à l'innovation.

A travers une analyse fine d'un mécanisme d'innovation, la diffusion de la culture rizicole en ligne, Frédéric Gannon (chapitre 5) s'interroge sur l'influence respective des liens familiaux et extra-familiaux dans les comportements socioéconomiques. Ces liens jouent un rôle essentiel à la fois comme mode d'apprentissage de l'innovation et comme filet de sécurité en cas d'échec suite à une innovation dans le domaine agricole. En retour, l'innovation implique, même à une échelle modeste, une prise de risque et une modification temporaire ou définitive des rapports interindividuels consécutivement aux investissements, notamment en temps, induits par l'adoption de nouvelles techniques. Selon cette grille de lecture, et à partir de concepts théoriques élaborés par Granovetter et Burt, l'objet de ce chapitre est de voir comment les ménages gèrent le dilemme qui consiste à vouloir maintenir la vivacité du lien social tout en étant obligés de trouver de nouvelles solutions productives plus individualistes pour améliorer leur niveau de vie.

La question de la coopération est encore plus centrale lorsqu'il s'agit de gérer une ressource naturelle commune. Pascal Gastineau (chapitre 6), dans son analyse du système irrigué de la commune d'Ampitatafika, montre comment le partage de l'eau peut devenir source de conflits et enjeu de négociations entre les agriculteurs. Les rôles et pouvoirs détenus par les différents acteurs expliquent leurs comportements dont les interactions sont au cœur de la réussite d'un projet d'irrigation. Alors que les projets de développement s'attardent sur les seuls aspects techniques, ce sont donc surtout les facteurs sociaux, économiques et politiques qui peuvent expliquer la réussite ou l'échec d'une telle entreprise collective. Grâce à une approche institutionnaliste et notamment les travaux d'Ostrom, la dynamique du système d'irrigation sera étudiée à travers l'évolution des normes et règles prévalant à son fonctionnement. Elles expriment notamment les possibilités de changement et les inerties rencontrées inhérentes à la gestion collective du risque et aux inégalités interindividuelles en matière de distribution de l'eau.

Présents en filigrane tout au long des chapitres précédents mais nécessitant un traitement à part eu égard à leur importance, la terre et l'espace constituent en outre des objets transversaux dont l'analyse *per se* permet de dégager de nouveaux enseignements. Pour étudier cette thématique, la quatrième partie pose donc l'hypothèse suivante : dans un milieu rural où la quasi-totalité des ménages pratiquent une activité agricole, étudier la question du développement local ne peut s'affranchir d'une approche spatialisée des comportements. Le territoire définit en effet une série d'enjeux, d'opportunités et de contraintes et ce même sur un espace aussi petit que représente le tiers des villages d'une commune rurale. C'est là un résultat particulièrement important que de montrer l'intérêt d'une approche spatialisée au niveau local, cette approche étant habituellement jugée d'autant plus pertinente que l'échelle d'observation est large.

Mustapha Omrane (chapitre 7) nous rappelle le rôle majeur du statut des terres dans la vie économique des populations rurales des pays du Sud. Le mode d'accès à la terre, par donation, héritage ou vente, a aussi des liens forts avec la dynamique démographique, notamment par le truchement de la fragmentation et de l'éparpillement des parcelles constatés au fil des décennies à Ampitatafika. Intimement liées à la gestion du risque agricole, la dimension et la position des parcelles reflètent le mode d'organisation socio-

économique dont les changements face à la logique de sécurisation foncière sont examinés ici. Un des changements fondamentaux mis en exergue est la naissance très récente d'un marché du foncier dont les conditions de l'échange ainsi que les caractéristiques des contractants sont analysées. Cette révolution culturelle est sans aucun doute le signe de changements sociétaux plus profonds dans la mesure où la terre, qui appartient avant tout aux ancêtres, est ce qui est de plus cher aux paysans.

Nirinjaka Ramasinjatovo (chapitre 8) part du principe que, dans un contexte où la production économique dépend largement du milieu naturel, la dimension spatiale des comportements prend toute son importance. Le recours à l'analyse spatiale permet alors de mettre en évidence des structures et des formes d'organisation territoriale différenciées selon plusieurs clivages spatiaux et d'échelle pour segmenter les ménages : villages, ressource forestière, ressource en eau, disponibilité de terres cultivables, degré d'enclavement, infrastructures, etc. Dans la commune rurale d'Ampitatafika, une série de comportements socioéconomiques ou démographiques dépendent effectivement de l'inscription spatiale du ménage. En identifiant le niveau ou l'échelle de décision de ces comportements, il est plus facile ensuite de cibler des actions de développement. Cette approche permet donc *in fine* de réfléchir sur des modes d'intervention plus précis en matière de développement local.

En conclusion de cet ouvrage, une synthèse sur les conditions du changement en matière de développement local est proposée. D'un point de vue méthodologique, l'accent est mis sur l'apport de l'interdisciplinarité dans la compréhension des sociétés rurales et sur la nécessité de bien cerner les interactions entre acteurs dans les processus de décision, notamment ceux consistant à se prémunir des risques spécifiques aux activités agricoles en contexte de forte pauvreté.

REMERCIEMENTS

Nous remercions vivement pour leurs lectures attentives et leurs pertinents commentaires sur un ou plusieurs chapitres Yves Charbit (Université Paris-V), Maria Cosio-Zavala (Université Paris-X), Hubert Mazurek (IRD) et Olivier Jenn-Treyer (Banque Mondiale).

Nous remercions aussi pour la qualité de leur travail et leur disponibilité, tant pour les enquêtes et les entretiens que pour les autres opérations de terrain, les trois techniciennes de recherche du programme 4D : Tahiry Rabeandriamaro, Juliette Rafanjanirina et Odette Razafimanantsoa.

BIBLIOGRAPHIE

ANGEON V., CALLOIS J.M., 2005, « Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? », *Economie et Institutions*, n°6-7, pp.19-49.

AZOULAY G., 2002, *Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 332 p.

GASTELLU J.-M., DUBOIS J.-L., 1997, « En économie : l'unité retrouvée, la théorie revisitée » in Pilon M., Locoh T., Vignikin E., Vimard P. (eds.), *Ménages et familles en Afrique, Approche des dynamiques contemporaines*, Etudes du Ceped, n°15, Paris, pp.75-97.

LACOUR C., PUISSANT S., 1995, « Géographie appliquée et science des territoires » in Bailly A., Ferras R., Pumain D. (eds.), *Encyclopédie de géographie*, Economica, Paris, pp.1001-1020.

MERENNE-SCHOUMAKER B., 2002, *Analyser les territoires. Savoirs et outils*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 166 p.

INTRODUCTION

SANDRON F., GASTINEAU B. (eds.), 2001, *Dynamiques familiales et innovations socio-démographiques*, Collection Populations, L'armattan, Paris, 244 p.

VIMARD P., 1997, « Transitions démographiques et familiales. Des théories de la modernisation aux modèles de crise », *Documents de Recherche de l'ETS*, n°3, IRD, Paris, 31 p.

Sandron Frédéric (2007)

Introduction : l'approche locale du développement

In : Sandron Frédéric (ed.). *Population et développement dans les Hautes Terres de Madagascar*

Paris : L'Harmattan, p. 9-22. (Populations)

ISBN 978-2-296-04659-7.